



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

---

# Panorama historique de la connaissance statistique du commerce et des services

J. Albert

## Abstract

The sector of trade and services is a sector where small firms are predominant. The statistical methods used to apprehend it can justly be of interest to rural economists as agriculture is equally a sector of small units. The observation system set up includes an exhaustive file, annual or monthly sample surveys based on this file, completed by official documents and macro-economic accounts.

## Résumé

Le commerce et les services sont des secteurs où les entreprises de petite taille sont nombreuses et même, souvent, prédominantes. Les méthodes statistiques employées pour les connaître peuvent, à juste titre, éveiller l'intérêt des statisticiens et des économistes agricoles, l'agriculture étant aussi un lieu d'élection de la petite entreprise. D'apparition récente, les systèmes d'observation mis en place pour les premiers peuvent être porteurs d'enseignement pour la seconde. Ces systèmes comprennent — un fichier exhaustif — des enquêtes annuelles et mensuelles par sondage, sur des échantillons issus de ce fichier et venant compléter des exploitations de déclarations administratives annuelles et mensuelles — enfin, des comptes macro-économiques développés.

---

## Citer ce document / Cite this document :

Albert J. Panorama historique de la connaissance statistique du commerce et des services. In: Économie rurale. N°169, 1985. pp. 5-8;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1985.3182>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1985\\_num\\_169\\_1\\_3182](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1985_num_169_1_3182)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## PANORAMA HISTORIQUE DE LA CONNAISSANCE STATISTIQUE DU COMMERCE ET DES SERVICES

Jean ALBERT\*

### Résumé :

Le commerce et les services sont des secteurs où les entreprises de petite taille sont nombreuses et même, souvent, prédominantes. Les méthodes statistiques employées pour les connaître peuvent, à juste titre, éveiller l'intérêt des statisticiens et des économistes agricoles, l'agriculture étant aussi un lieu d'élection de la petite entreprise. D'apparition récente, les systèmes d'observation mis en place pour les premiers peuvent être porteurs d'enseignement pour la seconde. Ces systèmes comprennent — un fichier exhaustif — des enquêtes annuelles et mensuelles par sondage, sur des échantillons issus de ce fichier et venant compléter des exploitations de déclarations administratives annuelles et mensuelles — enfin, des comptes macro-économiques développés.

### Summary :

#### EVALUATION OF STATISTICAL SOURCES FOR TRADE AND SERVICES

The sector of trade and services is a sector where small firms are predominant. The statistical methods used to apprehend it can justly be of interest to rural economists as agriculture is equally a sector of small units. The observation system set up includes an exhaustive file, annual or monthly sample surveys based on this file, completed by official documents and macro-economic accounts.

### INTRODUCTION

Le commerce et les services sont des secteurs où les entreprises de petite taille sont nombreuses et même, souvent, prédominantes. Les méthodes statistiques employées pour les connaître peuvent, à juste titre, éveiller l'intérêt des statisticiens et des économistes agricoles, l'agriculture étant aussi un lieu d'élection de la petite entreprise. D'apparition récente, les systèmes d'observation mis en place pour les premiers peuvent être porteurs d'enseignement

pour la seconde. C'est du moins ce qu'ont pensé les organisateurs de ce colloque en me demandant de préparer cet exposé sur la connaissance statistique du commerce et des services.

Nous prendrons la notion de « connaissance statistique » au sens large, en y incluant non seulement la production de statistiques brutes ou élémentaires, mais encore l'élaboration de synthèses macro-économiques dans les cadres de la comptabilité nationale.

### LA CONNAISSANCE STATISTIQUE DU COMMERCE

#### GENÈSE

Au début des années 60, et particulièrement à l'occasion de la préparation du IV<sup>e</sup> Plan de Modernisation et d'Équipement, la pauvreté de l'information économique et statistique sur le commerce apparaît clairement. Paradoxalement, c'est à la Comptabilité Nationale que l'on va demander d'abord d'y remédier.

C'est ainsi qu'est née, en février 1963, une Commission des Comptes Commerciaux de la Nation, dont la mission sera « dans le cadre des comptes de la nation, de déterminer la valeur ajoutée par le commerce, et d'en analyser les éléments constitutifs ». Cette petite phrase, qui ouvre toujours le décret instituant la commission, va en fait être l'amorce d'un mouvement puissant d'amélioration de l'information économique sur le commerce, en suscitant l'apparition d'une organisation complexe faite de trois éléments : la Commission elle-même, instance « méditative » de synthèse, d'impulsion et de contrôle, des groupes de travail mis en place par elle dans le but de mobiliser l'information, de déterminer des concepts et un champ d'observation, d'élaborer des cadres de traitement et de présentation, de mettre au point des méthodes, et enfin, dernier élément et non le moindre, une équipe permanente, composée de techniciens, statisticiens, économistes, chargée de mener les travaux d'établissement des comptes et des prévisions, d'animer et d'alimenter les groupes de tra-

vail, de préparer les rapports généraux soumis à la Commission et approuvés par elle.

Parallèlement à ce premier développement, qui devait conduire à l'élaboration d'un système de comptabilité nationale propre au commerce, un effort proprement statistique se mettait en place. En effet, l'équipe des Comptes du Commerce se heurta très vite aux lacunes de l'information statistique de base. Un décret du 23 décembre 1965 prescrivit la réalisation du premier recensement de la distribution en France. Il porterait sur un champ correspondant à une notion large de la distribution, à savoir le commerce proprement dit, de gros et de détail, la boulangerie-pâtisserie, les intermédiaires du commerce, l'hôtellerie-restauration, les entreprises de publicité, les garages, et un certain nombre d'autres services rendus aux particuliers, au total, 951 000 entreprises (1 021 000 établissements). Les entreprises de moins de 3 salariés étant interrogées selon un sondage, l'opération porta finalement sur 473 000 unités. Comme les questionnaires n'étaient pas simples, ce fut une opération gigantesque dont l'INSEE se tira à son honneur puisque, l'envoi des questionnaires ayant eu lieu en mai et juin, et la collecte s'étant étalée jusqu'en février 1968, des résultats provisoires généraux étaient publiés au début de l'année 1969.

Cependant, en l'absence, en France, d'une tradition solidement ancrée de recensements économiques (contraire-

\* Chef du Service des Activités Tertiaires de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE), DG 18 bd Adolphe Pinard 75675 Paris Cedex 14.

ment aux Etats-Unis ou à l'Allemagne), une conviction se forma, au début des années 1970, que les statistiques de nature structurelle relevaient d'un ensemble constitué par un fichier exhaustif d'entreprises et d'établissements et par des enquêtes par sondage, à cadence annuelle.

Cette conviction se justifiait ainsi. Très lourds, les recensements exhaustifs (au moins sur une grande partie du champ) ne peuvent être effectués qu'à des intervalles assez espacés (environ tous les dix ans); ils demandent un emploi important et discontinu de moyens; leurs résultats ne sont connus qu'après des délais assez longs, à cause de la lourdeur des opérations de collecte, de saisie, de contrôle et d'exploitation des données, et ils sont souvent de peu d'intérêt au moment où ils sont connus. L'argument le plus fort, concernant la France, et sans doute beaucoup de pays d'Europe, est celui de la discontinuité de l'emploi des moyens: contrairement aux Etats-Unis, il n'est guère possible de ce côté de l'Atlantique, de réunir, puis de disperser une main-d'œuvre temporaire. Le principal défaut de cette option tient dans l'impossibilité de tirer des enquêtes par sondages des ventilations géographiques fines.

Toujours est-il qu'en 1970, l'INSEE reçut de la Commission de l'Information Economique du VIème Plan (1970-1974) le mandat impératif de réaliser, à titre « hautement prioritaire », une enquête annuelle d'entreprise par sondage sur le champ du commerce. Ainsi était déterminé ce qui allait devenir le système actuel d'information statistique sur le commerce.

#### LE SYSTÈME ACTUEL

Il est devenu classique de décrire un système statistique d'entreprises comme un édifice (ou une fusée interplanétaire) à quatre étages.

— le premier étage est constitué par des instruments qui structurent l'information à sa source même, c'est-à-dire à la sortie des entreprises ou des unités de production;

— le second étage est celui de la production de statistiques brutes à partir de l'exploitation des formulaires administratifs et à partir d'enquêtes statistiques, ces deux sources étant complémentaires et pouvant être fusionnées dans des bases de données unifiées;

— le troisième étage est celui de la production de statistiques élaborées et rendues cohérentes avec les autres grandeurs de l'économie au sein de la comptabilité nationale;

— enfin, le quatrième étage est fait de prévisions et d'études.

Qu'en est-il, brièvement, pour le commerce ?

#### Les instruments de base structurant l'information

Ce sont : le plan comptable qui normalise les comptabilités des entreprises; les nomenclatures; le fichier exhaustif des entreprises et des établissements. La connaissance statistique du commerce va tout prochainement bénéficier de l'adoption en 1984 du **nouveau plan comptable**, mieux adapté que l'ancien aux besoins de la comptabilité nationale et de l'analyse économique.

Concernant **les nomenclatures**, la statistique du commerce est commandée pour de nombreuses années encore par les Nomenclatures d'Activités et de Produits introduite en 1973. Cependant, l'aboutissement des travaux de révision des nomenclatures internationales (NACE et CITI) prévu pour 1985 et 1986 devrait entraîner une révision de la NAP vers 1988-1989.

Quant au **répertoire SIRENE**, c'est un fichier exhaustif de toutes les entreprises et de tous les établissements,

(notamment commerciaux) classés selon l'activité principale. Muni du critère de taille qu'est le nombre de salariés, il est la base de toute statistique. Il permet de décrire ce que l'on nomme l'appareil commercial par niveaux géographiques et sectoriels fins et de suivre son évolution. Il permet de tirer les échantillons des enquêtes par sondage. En ce qui concerne le commerce, il reçoit, en ce moment, trois améliorations :

— la mise en place progressive des Centres de formalités des entreprises qui vont assurer, notamment par l'emploi de la « liasse unique », une normalisation des inscriptions et des radiations,

— la poursuite d'enquêtes de vérification d'existence dites « enquêtes de balayage » qui portent sur le commerce en 1984 et 1985,

— l'introduction d'une nouvelle unité statistique, l'établissement économique ou ETEC, désignant l'ensemble des moyens de production qui sont généralement groupés et mis en œuvre au même endroit et qui constituent une exploitation. Le changement d'exploitant, sans changement d'activité, n'entraînera pas une disparition suivie d'une création nouvelle; la continuité de l'exploitation sera donc respectée, ainsi que son unité ce qui n'est pas le cas pour l'actuelle unité « établissement ».

Une véritable démographie des entreprises sera rendue possible. On prévoit la sortie des premiers chiffres à l'automne 1986.

#### Production de statistiques brutes à partir d'enquêtes et de sources administratives, notamment fiscales

Il faut ici distinguer les statistiques annuelles ou structurelles et les statistiques infra-annuelles ou conjoncturelles.

##### 1 - Les statistiques structurelles sur le commerce

Depuis l'option prise en 1971, ces statistiques sont obtenues essentiellement par l'exploitation intensive des déclarations fiscales des entreprises au titre de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et par une vaste enquête annuelle d'entreprises, complétée tous les trois ans par une enquête auprès des établissements. Il convient ici de décrire brièvement cette enquête.

**L'enquête annuelle d'entreprise dans le commerce** comprend une partie annuelle et trois parties triennales.

Le champ de l'enquête est constitué par l'ensemble du commerce, de gros et de détail, ainsi que par les boulangeries-pâtisseries, les intermédiaires du commerce, les garages (réparation et commerce de l'automobile). L'enquête est exhaustive pour les entreprises de plus de vingt salariés, par sondage pour les autres. Les premières reçoivent un questionnaire complet, les secondes un questionnaire simplifié. Au total, on interroge 45 000 entreprises.

Le questionnaire général, dans sa partie annuelle fixe, comprend les rubriques suivantes :

caractéristiques de l'entreprise : personne physique ou morale; statut juridique précis, ...; conditions d'exercice de l'activité; effectifs et rémunérations; compte d'exploitation générale; investissements et cessions; répartition du chiffre d'affaires par produits; questions diverses sur l'activité.

Les deux dernières rubriques varient selon le type d'activité.

Les trois parties triennales portent sur des variables à évolution lente ou, en ce qui concerne l'enquête sur les établissements, sur des unités difficiles à interroger. La

première contient des questions sur les modes de financement des investissements des petites entreprises. La seconde sur certaines modalités d'approvisionnement ou de ventes : liens d'affiliation verticaux ou horizontaux, franchise, analyse des ventes des grossistes selon les types de clientèles. La troisième est une véritable enquête complémentaire portant sur les établissements : son utilité vient de l'importance du succursalisme.

Les résultats de ces enquêtes font l'objet de publications diverses. Au point de vue des délais, l'objectif reste de disposer de la plus grande partie des résultats définitifs à la fin de l'année de réalisation de l'enquête. Mais l'atteinte de cet objectif dépend autant des performances de l'INSEE que des délais de réponse des entreprises.

## 2 - Les statistiques conjoncturelles sur le commerce

Comme pour les statistiques structurelles et annuelles, on retrouve ici la complémentarité entre l'utilisation des sources administratives et celle d'enquêtes sur échantillons.

L'INSEE mène, à ce jour, quatre opérations :

a) Il exploite les déclarations mensuelles de chiffre d'affaires des grandes entreprises tant pour le commerce que pour les services (les résultats paraîtront en 1986).

b) Il effectue tous les deux mois une enquête d'opinion auprès d'environ 7 000 grossistes et détaillants avec des questions touchant le volume des ventes, le niveau des stocks, les intentions de commande, la situation de trésorerie, etc.

c) Il gère un panel de détaillants à qui il est demandé d'indiquer l'évolution quantitative de leur chiffre d'affaires mensuel. Cette opération se fait en étroite liaison avec un certain nombre de Chambres de Commerce et d'Industrie.

d) Il mène une enquête trimestrielle sur les stocks auprès de 2 500 entreprises industrielles et commerciales.

Tel est le second étage du système statistique sur le Commerce.

### Le commerce dans la Comptabilité Nationale

Les travaux issus de la Commission des Comptes Commerciaux de la Nation ont, jusqu'à présent, visé à mettre à la disposition des agents économiques concernés (pouvoirs publics, professions, université, recherche scientifique) des cadres adaptés à l'analyse du commerce. Ces cadres sont au nombre de trois et chacun a un rôle propre de description du commerce en soi, et un rôle d'auxiliaire de la comptabilité nationale centrale.

En premier lieu, le calcul des marges commerciales, nécessaire à l'établissement des Tableaux « Entrées-

Sorties » est l'occasion d'une **analyse systématique des « circuits » ou « filières » de distribution** des produits et d'une évaluation des marges prélevées à chacune des étapes de ces filières. Pour un même produit, plusieurs filières, plus ou moins longues, peuvent être empruntées et il importe tout d'abord de mesurer leur importance respective. Puis, connaissant les marges prélevées par les différents opérateurs sur chaque filière, on peut calculer la marge globale ajoutée par le commerce à la valeur de chaque catégorie de produits, et, de là, à l'ensemble des produits.

En second lieu, un cadre d'analyse, appelé « **Passage Produit-Secteur** » permet aux comptables nationaux de calculer les chiffres d'affaires des principaux secteurs du commerce de détail, à partir des évaluations de la consommation des ménages du compte central. La connaissance des comportements d'achats des ménages permet de répartir cette consommation entre les différents « canaux » de distribution et de fournir la base d'une analyse détaillée des parts de marchés des principaux secteurs du commerce de détail ou des principaux types de magasins qui le constituent. L'évolution rapide des formes de commerce rend cette analyse particulièrement précieuse. Et cela d'autant plus qu'elle a pu être rendue très précoce : une estimation des parts de marchés pour une année donnée peut être établie dès le mois de janvier de l'année suivante.

Enfin, **des comptes complets de production et d'exploitation** sont établis, d'abord pour sept, puis pour vingt et un secteurs du commerce. Avec un certain retard, ils distinguent sociétés et entreprises individuelles. Ces comptes ont pour but de déterminer la valeur ajoutée et sa distribution entre salaires et revenus bruts des entreprises.

Ces différents travaux forment la base des rapports qui sont établis chaque année, en janvier et en juin, pour la Commission.

Certains éléments s'y ajoutent, concernant par exemple l'évolution du nombre des entreprises et des établissements, et notamment des établissements de grandes surfaces (hyper et supermarchés), celle de la population active et de la durée du travail, celle des investissements... si bien que ces rapports en viennent à constituer une **description générale de l'évolution récente du commerce intérieur français**.

Tel est le troisième étage de notre construction. Avec les deux premiers, il constitue un système cohérent. Sur lui vient s'appuyer un ensemble d'études et de prévisions qui sont hors du champ de cet exposé consacré à la seule connaissance statistique.

Voyons maintenant ce qu'il en est pour les services.

## LA STATISTIQUE DES SERVICES

### GENÈSE

Le développement de la statistique des services présente avec ce que nous avons dit du commerce une similitude qui nous permettra d'être plus rapide. Sur de nombreux points, il ne serait pas faux de parler de parallélisme décalé dans le temps.

On notera tout d'abord que la Commission des Comptes Commerciaux de la Nation avait mis dans son champ d'étude certains services destinés plus particulièrement aux ménages et qu'elle a été, de ce fait, moteur de progrès dans ce nouveau domaine. Les mêmes services (hôtels, cafés, restaurants, blanchisseries, teintureries, coiffures) et

quelques autres (publicité, agences immobilières) furent inclus dans le Recensement de la Distribution de 1967, sans doute sur son instance. Mais l'INSEE qui avait créé une Division « Commerce et Services » dès 1965 se préoccupait d'une couverture générale des services. A l'imitation du Recensement de la Distribution, mais avec des moyens beaucoup plus réduits, on lança, en 1970-1971, un Dénombrement des Services : les résultats furent médiocres.

Cependant, l'idée d'une enquête annuelle d'entreprise analogue à celles existant dans l'Industrie, les Transports, et bientôt dans le Commerce, fut assez tôt admise. Mais il faudra attendre 1982 pour qu'elle soit réalisée. C'est qu'elle supposait la réunion de moyens considérables. En atten-

dant, on poursuit une enquête annuelle auprès des entreprises de crédit-bail (dont la série continue remonte à 1965). On effectua une enquête auprès des hôtels-café et restaurants ainsi que plusieurs enquêtes sur la promotion immobilière et la publicité. Et surtout, on préparait avec beaucoup de soin et une sage lenteur, l'enquête annuelle.

— 1976 : Consultation des organisations professionnelles et pré-enquête (2 000 questionnaires sont testés auprès de chefs d'entreprises et de comptables)

— 1977 : Enquête pilote importante, puisqu'elle atteint 20 000 entreprises

— 1979 : Préparation des questionnaires de l'enquête définitive

— 1980-81 : Vérification d'existence des unités de production dans le fichier SIRENE (enquête de balayage). Mise au point de la partie informatique de l'enquête.

D'autre part, et parallèlement, était menée l'exploitation des sources administratives et l'établissement de comptes nationaux pour l'ensemble des secteurs des services. Des séries de comptes furent établies de manière homogène pour toute la période depuis 1959 et pour des catégories détaillées d'activités.

#### LE SYSTÈME ACTUEL

**En 1985, le système statistique sur les services se présente ainsi :**

1 - **Les instruments de base** structurant l'information sont les mêmes que pour le commerce.

2 - **La production de statistiques brutes** repose sur l'utilisation conjointe des statistiques fiscales annuelles (provenant des déclarations des bénéficiaires industriels et commerciaux ou des bénéficiaires non commerciaux pour les professions libérales) et des enquêtes annuelles d'entreprises. Il convient d'en dire quelques mots.

L'hétérogénéité du monde des services, et le fait que l'on y trouve un mélange d'activités de production, de commerce et de prestation de services, rendent l'opération très complexe. Aussi, la mise en place s'est-elle effectuée d'une manière progressive. Après la longue période de préparation déjà décrite, la première enquête a été lancée en 1982 (sur l'exercice 1981) ; elle ne concernait qu'un champ limité (7 200 entreprises et six numéros d'activités économiques relevant de l'ingénierie et de la publicité). En 1983, l'enquête a été étendue à 36 000 entreprises représentant 42 groupes d'activités. Ce n'est qu'en 1984 que l'extension a été achevée et qu'environ 60 000 entreprises ont été interrogées.

Comme pour l'enquête annuelle dans le commerce, les questionnaires sont adaptés, d'une part, à la taille des entreprises, d'autre part, à leur activité principale.

En raison de la taille, deux types de questionnaires ont été élaborés, l'un simplifié (QS) pour les entreprises de moins de 20 salariés, l'autre dit « questionnaire général » (QG) pour les autres : on essaie de tenir compte par là de l'existence ou non d'une comptabilité détaillée, qui conditionne en partie la qualité des informations recueillies.

L'activité principale est également une variable importante. L'ensemble du champ a été découpé en familles homogènes d'activités dont les spécificités sont prises en compte par des questions adaptées, notamment en ce qui concerne la ventilation des dépenses. Au total, 18 types de questionnaires différents ont été élaborés.

Les grandes rubriques des questionnaires sont les mêmes dans l'enquête service et dans l'enquête commerce.

Cependant, à l'intérieur des rubriques, les différences sont nombreuses.

#### 3 - Les Comptes de Services

Contrairement aux comptes macro-économiques du commerce, les comptes des services n'ont jamais eu d'existence séparée de la comptabilité nationale. Ils lui sont intimement intégrés.

Ils comprennent deux ensembles distincts :

- les comptes de branches orientés vers la détermination de la production des différentes catégories de services et vers l'analyse de ses emplois par les différentes catégories d'utilisateurs : ménages, entreprises, administrations, extérieur.

- les comptes de secteurs qui visent à décrire le fonctionnement des entreprises regroupées selon leur activité principale.

Les uns et les autres sont d'une très grande utilité.

Les **comptes de branches** sont, notamment, un élément essentiel des Tableaux « Entrées-Sorties », puisqu'ils analysent l'utilisation des services par chacune des branches composant le système productif. Ils permettent le calcul des coefficients techniques qui relient la production d'un service aux productions de toutes les autres branches, agricoles industrielles ou tertiaires. Rapprochés d'estimations de la population active par branches, ils ouvrent la voie à la mesure de l'évolution de la productivité et aux prévisions de l'emploi dans les services.

Les comptes de secteurs mettent en évidence les deux principaux soldes comptables : la valeur ajoutée des secteurs, contribution au produit intérieur brut, et le résultat brut (ou net) d'exploitation, premier pas dans la mesure des revenus des entreprises, et notamment, des entreprises individuelles.

Le développement actuel des comptes des services est fortement déterminé par la disponibilité, toute récente, des résultats des enquêtes annuelles d'entreprises. La coïncidence d'un accroissement considérable de l'information économique avec la confection d'une nouvelle base de la Comptabilité Nationale pendant les années 1984 et 1985 permet de compter sur une amélioration sensible des comptes des services dans le cadre central de la comptabilité nationale.

#### CONCLUSION

Donc, sur le commerce et sur les services, lieux d'élection de la petite entreprise, deux systèmes quasi-identiques :

- un fichier exhaustif devant permettre une étude démographique des unités de production et leur inventaire à des niveaux géographiques fins,

- des enquêtes annuelles par sondage, sur des échantillons issus de ce fichier et venant compléter des exploitations annuelles de déclarations administratives,

- des enquêtes mensuelles par sondage et venant compléter également l'exploitation de déclarations mensuelles,

- enfin, des comptes macro-économiques développés.

Tels furent les choix faits au début des années 1970. Tels sont maintenant les programmes réalisés et en voie d'atteindre prochainement leur rythme de croisière. Ces deux systèmes parallèles ont vocation à fournir un flux abondant et régulier d'informations statistiques et économiques sur deux secteurs où la petite entreprise trouve un terrain favorable à son épanouissement.